

LE TECHNICIEN ENTRE LES BAVURES ET LE BRICOLAGE *

Les techniciens (1) ont avec les agriculteurs des rapports ambigus qui ne satisfont vraiment aucune des parties. De quelque côté que l'on prenne cette affaire, on est frappé par les réticences avec lesquelles ces deux catégories de protagonistes cherchent à résoudre le moindre des problèmes qu'elles ont en commun.

Sans doute les techniciens appartiennent, ou paraissent appartenir, en large majorité à l'appareil de l'Etat et par suite, à travers les techniciens, la paysannerie voit les employeurs de ceux-ci. Il y a, historiquement, tant de choses complexes à régler entre l'Etat et la Paysannerie qu'il ne faut pas s'étonner de voir la catégorie des techniciens, tard venue dans le débat, être placée comme malgré elle entre l'arbre et l'écorce.

Sans doute encore un fossé culturel trop profond sépare les techniciens de la paysannerie et par suite il paraît naturel, que, ne parlant littéralement pas la même langue, ni n'étant animés précisément des mêmes motifs, les uns et les autres en arrivent à l'extrême aberration parfois de se retrouver antagonistes.

Sans doute enfin les techniciens apparaissent les vecteurs conscients des investissements, c'est-à-dire porteurs de la « manne » et ils sont vus tels, d'une manière si indiscutable, qu'il ne peut pas ne pas s'établir à cette occasion l'ambiguë dépendance, la trouble gratitude mystifiée de celui qui reçoit pour celui qui distribue. La connaissance simplifiée que la paysannerie a de la circulation monétaire ne lui permet de concevoir que très récemment, et très partiellement, que c'est elle en définitive qui paye la technique et les techniciens. Elle croit encore largement que cette technique lui est donnée, sans contre-partie, même si elle découvre peu à peu le système des prix inégaux et l'enchérissement des coûts de production.

Et si sur ces trois aspects – pour ne parler que de ceux-ci : identification du technicien et de l'Etat, fossé culturel, ingénieur porteur de « manne » – les

* Paru dans P. PASCON, *Etudes rurales, idées et enquêtes sur la campagne marocaine*. Société marocaine des éditeurs réunis, septembre 1980, p. 3 à 12.

(1) J'appelle ici techniciens, ingénieurs économistes, sociologues, etc..., tous ceux qui conviennent de disposer d'une méthode déclarée spécifique et rationnelle font métier de l'utiliser pour transformer la nature inerte, biologique ou humaine.

techniciens, au fond, ne peuvent pas grand chose au moins directement – ils sont au contraire responsables et pleinement partie prenante sur une autre question bien plus grave, bien plus fondamentale : celle de savoir quelle est la signification de l'acte technique, de la solution technique, des objectifs poursuivis par la technique ?

Vieux débat ! Et ici j'ai bien la crainte de risquer tour à tour d'enfoncer des portes ouvertes puis d'exposer des idées parfaitement irrecevables, tant chacun d'entre nous croit avoir fait le tour du problème et trouver son confort – intellectuel ou matériel – dans la formule communément admise.

Pour aiguïser un peu l'esprit, je trouve commode de poser la question de la participation des agriculteurs aux choix des solutions techniques. N'est-ce pas, en effet, un point sur lequel chacun a sa petite idée et ses arrière-pensées ? N'est-ce pas l'affaire qui fait sourire doucement derrière le masque du sérieux technique un certain nombre d'entre nous que l'expérience blasée des choses tient sur ses gardes d'une manière entendue ? N'est-ce pas le programme des plus bouillants faiseurs de systèmes qui rêvent « d'aller au peuple » par moralisme ou par rigoureuse réflexion ?

1) POUR CERTAINS TECHNICIENS LA PARTICIPATION DE LA PAYSANNERIE AU CHOIX DES SOLUTIONS TECHNIQUES SERAIT PURE DÉMAGOGIE.

Pour aller au fond des choses, ils ne l'acceptent pas ! La paysannerie, disent-ils, n'est pas de nature à saisir l'ensemble des contraintes qui pèsent sur les choix techniques ; elle n'a pas reçu les premières bribes d'informations et de formation qui lui permettraient de comprendre même le champ d'application des techniques. La plupart des projets mêmes modestes englobent des territoires et des considérations bien plus vastes que les espaces et les éléments dans lesquels les agriculteurs situent leurs propres intérêts. Il y a une sorte d'incompatibilité culturelle et géographique entre le projet technique et le projet paysan. Passe encore s'il s'agit de choisir l'emplacement d'un puits pour l'eau de boisson ou d'un abreuvoir pour les animaux, c'est-à-dire pour des travaux qui vont conditionner de simples prélèvements, où c'est le déplacement des hommes et des bêtes qui font question. Mais dès que le projet englobe des chaînes complexes de techniques, non situées ponctuellement, la prétention des agriculteurs à y comprendre quelque chose apparaît aux techniciens comme la porte ouverte à des contraintes supplémentaires insupportables.

Sans doute cette catégorie de pensée admet que, ce faisant, le technicien doit trancher au nom de sa seule technique sur l'espace physique et biologique pour y tailler un arrangement des facteurs plus satisfaisant, plus productif, etc... Nous reviendrons sur les sous-entendus de ces notions apparemment universelles. Ces techniciens reconnaissent que la pure rationalité omet souvent de prendre en compte les scories de l'histoire, les usages locaux, la somme des micro-désirs de la population. Ces techniciens conviennent que la solution la plus technique est quelquefois une faute contre la société villageoise. Ils ne

se cachent pas la réalité des hommes que l'on est obligé d'écraser en marchant : ils appellent cela des *bavures*. C'est la grandeur et la servitude du technicien d'établir le rationnel sur la terre, le canevas hydraulique sur la plaine, l'assolement dans les exploitations, auquel les agriculteurs, bousculés un temps dans leurs habitudes, devront se faire, finiront par se plier. On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs et on ne demande pas à un général victorieux s'il aurait pu avoir le même résultat avec moins de cadavres. Dominant la plaine du belvédère construit pour la satisfaction de ses maîtres, l'ingénieur peut contempler l'ordre géométrique des soles et l'intensification des cultures qui garantissent la circulation monétaire.

A quoi pourrait bien servir ici la participation des agriculteurs aux choix techniques sinon à compliquer le problème ?

Certes, pour parvenir au résultat, le technicien n'a pas pu ignorer la sphère du politique, mais il a le sentiment d'avoir choisi en dehors et/ou contre la politique. C'est d'ailleurs en ceci qu'il est mystifié, nous le verrons plus loin. Bien sûr, il a assisté à un grand nombre de réunions, participé à toutes les instances, reçu les vœux des populations, expliqué aux notables représentants tout ce qui était recevable de ses projets d'exécution. Il est allé maintes fois sur le terrain, souvent il a ressenti les résistances passives ou actives de telle catégorie d'agriculteurs. Il n'est pas resté sourd à l'objection de certains membres influents d'une commission de mise en valeur, il a été soumis à la question du conseil d'administration, les notabilités sont allées jusqu'à faire des représentations dans son bureau. Mais au fond, c'est sur la table à dessin qu'il a décidé. Toutes les objections se sont évanouies devant la nécessité technique, une manière de calculer le coût, l'élégance rationnelle de la solution. C'est là qu'il a accumulé les arguments, dépensé les milliers d'heures de calculs et de techniciens pour sortir un projet tout botté dont on ne peut vraiment modifier la moindre ligne, sans remettre tout en question. Le projet est à exécuter ! Les délais sont là ! Les délégations financières sont données ! Les tranches de travaux ne peuvent attendre ! De toutes manières, à disputer longtemps des projets on ne fait que perdre du temps. Il y aura toujours des mécontents et des « bavures ». Les choses étant pensées au mieux, les techniciens ayant fait consciencieusement leur travail, il ne faut plus balancer. Les instances légalement constituées ne peuvent être que des chambres d'enregistrement de la sainte raison technique ; il ne s'agit plus que de pédagogie à l'égard des membres de la commission de mise en valeur et de manipulation des notables.

2) AU-DELÀ DE LA PURE DÉMAGOGIE, LA PARTICIPATION DE LA PAYSANNERIE AU CHOIX DES SOLUTIONS TECHNIQUES APPARAÎT ÊTRE UNE SERVITUDE INSUPPORTABLE.

Certains d'entre nous pensent en effet que le renforcement des instances locales dans le contrôle des projets techniques augmenterait tant le nombre des contraintes que l'application même de la « rationalité » ne serait plus possible.

D'abord on aiderait à naître et à prospérer des prépondérants locaux qui feront une politique de notables n'ayant rien à voir avec les projets techniques. Ceux des techniciens dans ce pays qui ont exercé dans d'autres pays, où les instances locales commanditent les travaux, se réjouissent ouvertement de la situation au Maroc. « Ici, disent-ils, nous avons l'avantage rare de pouvoir décider, nous techniciens, sur le domaine technique, sans tenir compte d'un député ou de politicards. Il serait stupide de réveiller le dormeur ! ».

Ensuite le paysan est mieux considéré comme bénéficiaire que comme acteur. Il ne faut pas rendre le client difficile. Certes si l'on décide par trop pardessus la tête des bénéficiaires, et que cela ne leur convienne pas parfaitement, au début il y aura des bavures. Mais s'ils vont jusqu'à avoir des droits, si des règles existent, toute inadaptation provisoire, toute insatisfaction momentanée, sera sanctionnée. Des aménagements seront mal utilisés, délaissés, non entretenus et même brisés — cela s'est vu ! Le coût d'entretien sera énorme et tout entier à la charge de l'Etat, le plan de culture appliqué seulement par le petit nombre qui y a un grand intérêt ou qui sera vraiment contraint de le suivre.

Il est évidemment stupide d'oublier l'acteur, mais, disent ces techniciens, ne lui donnons pas de verges pour nous battre, car alors finie la rationnelle technique.

Observons en effet qu'une réelle participation de la paysannerie aux choix des solutions techniques transformerait les actuelles assemblées, commissions et comités consultatifs, largement dominés par les autorités locales et par les techniciens, en organes de décision. Une telle orientation en effet ne s'arrête pas à une « meilleure information de ce que veulent les paysans » ou à je ne sais quelle étude sociologique dont on attend qu'elle se substitue à la démocratie. Il s'agit de laisser les agriculteurs décider, après les avoir éclairés, par les discours techniques, de la manière dont ils veulent voir aménager leur terroir.

Mais s'il faut écouter les paysans dans toutes leurs demandes, s'il faut suivre pas à pas toutes les difficultés locales, s'il faut respecter tous les usages « irrationnels » légués par l'histoire, le technicien pense qu'il n'a plus aucun degré de liberté : il s'asservit parfaitement à la machine locale, il est obligé de faire du nouveau avec des bouts d'ancien : c'est exactement la définition du « bricolage ».

Y-a-t-il pire dégradation pour lui que d'être réduit à bricoler ? La reconnaissance de ces *bavures* peut donner au technicien la conscience inquiète, sinon malheureuse, mais le laissera professionnellement intact, voire triomphant. La découverte qu'on s'est adonné au *bricolage*, c'est la vraie misère de l'âme ! Seule la majorité très silencieuse des villageois pourrait lui en avoir quelque gratitude, si elle mesurait très clairement à quoi elle a échappé ; mais l'ingénieur n'a aucune indulgence à attendre de la plupart de ses collègues : l'accusation de bricolage disqualifie !

On peut se demander si entre les bavures et le bricolage il n'y a point de salut. Si entre la certitude impavide du général ingénieur et l'artisanat hésitant du technicien il n'y a pas une voie difficile mais possible. Si entre la manipulation démagogique des comités de mise en valeur et la servitude à

l'égard des notables et des villageois, il n'y a pas d'issue. Non pas la voie du juste milieu, louvoyant entre des écueils, mais une voie qui n'a pas à rougir de sa manière et de sa « rationalité ».

I. — QU'EST-CE QUE LE RATIONNEL EN EFFET ?

Le rationnel, nous en sommes tous bien persuadés, c'est la raison d'exister de l'ingénieur. C'est ce qui lui donne sa place dans la société, lui permet de vivre et fonde son prestige. Sa dignité, sa manière d'être, vient de ce qu'il a le monopole de la raison technique.

Pour donner à notre rôle de pleins moyens, on est parvenu à faire croire à tous, autant qu'à nous mêmes, que ce « rationnel renvoie à l'Universel » (2). L'ingénieur c'est un peu celui par qui l'Universel arrive, c'est l'accoucheur de la meilleure des solutions possibles, celle qui découle tout naturellement du réel, de la nature quantifiée et des calculs scientifiques.

Il peut y avoir de bons ou de mauvais projets mais la méthode pour construire ces projets est universelle. Certes les techniciens savent bien qu'il y a souvent, sinon toujours, plusieurs solutions possibles et que le projet proposé est une solution choisie au milieu d'autres. Mais il est rare que l'affaire soit présentée ainsi, hors du cénacle, aux politiques, ou aux usagers.

L'ingénieur ayant été convaincu — dès le premier exercice d'arithmétique — que le problème est la fin même qu'il doit viser dans son activité, il perd sans cesse de vue que son projet n'est qu'un moyen dans une stratégie générale. La satisfaction de poursuivre sans cesse l'universel, les applications concrètes de la science, le savoir-faire pratique du chantier, donne à penser au technicien qu'il côtoie l'absolu. En dehors du temps et des hommes il commande à des paramètres et à des chiffres ; il ordonne à des pratiques valables en tous temps et en tous lieux.

Le caractère missionnaire de l'ingénieur, tel le clergé de l'ancienne Egypte, vient de ce qu'il croit, et que les autres croient avec lui, qu'il est le prêtre de la transcendance technique.

En fait ceci n'est qu'une aberration d'optique quand ce n'est pas une mystification. Le rationnel, l'universel en question, la cosmogonie ordonnée des techniques, ne sont qu'une spécificité bien particulière, c'est le point de vue d'une classe sociale tout simplement. L'universalisme de la pure technique n'intéresse en réalité que l'espace économique et social des prépondérants.

Cette observation n'est pas toujours facile à faire mais on peut la mettre en évidence et la démontrer, soit par la méthode historique soit par la méthode comparative.

[2] J.-P. SARTRE, *Plaidoyer pour les intellectuels*.

Historiquement, il est aisé de montrer en effet, que ce qui était apparu en son temps comme le règne enfin installé de l'ordre, ne témoigne aujourd'hui que du bricolage. Il suffit pour s'en convaincre d'aller visiter les anciens périmètres irrigués de la colonisation, de lire les articles scientifiques qui les décrivent, et d'observer combien étaient particularistes les objectifs visés, combien le réseau avait été trafiqué pour servir chacun selon son pouvoir, sa surface, pour éteindre ici un revendiquant, là éviter une tribu, ailleurs s'allier un caïd.

Mais si on lit naïvement les relations descriptives des mémoires d'ingénieurs et les procès-verbaux des séances du Comité de Colonisation, on ne douterait pas que ces hommes, qui nous valent bien, croyaient ou disaient apporter la lumière rayonnante de la science sur une terre qui l'ignorait.

Comparativement il suffit de regarder un peu, avec conscience et goût de la vérité, un aménagement en trame B, un assolement quadriennal recommandé. Ou bien de se demander si la maximisation du produit brut en devises à l'hectare, a un caractère d'intérêt général ou ne sert qu'une catégorie de personnes.

Je ne ferai pas le procès de la *trame B* parce que, dans la fourchette restreinte de certains formats d'exploitation, je ne pense que du bien. Mais tous les techniciens admettent que pour des exploitations dépassant par exemple 15 hectares ils ne lui voient ni avantage, ni inconvénient; un nombre de plus en plus grand d'ingénieurs commencent à convenir que pour les petits exploitants la trame B est inapplicable. Finalement le résultat le plus patent d'une réflexion, dont la rationalité a été poussée le mieux au bout, a été l'écrasement de la petite paysannerie moyenne et la satisfaction de la grande. Cette belle construction nécessite plus qu'une autre des masses considérables d'in-put, de nivellement, de canaux portés, d'études etc... qui dériveront à coup sûr le surproduit vers le remboursement des importations et le profit vers les couches sociales dominantes. On peut se dire qu'il n'y avait rien d'autre à décider. On doit cependant rester lucide : la technique appliquée ici n'est ni neutre, ni innocente ! Elle a de l'intérêt général ou de l'universel une idée bien limitée (et qui reste à démontrer).

Un même raisonnement pourrait être suivi pour le choix de l'*assolement*. En dehors même de l'aspect économique du choix des spéculations elles-mêmes, l'assolement en petite propriété qui prévoit l'existence de soles plantées en cultures non directement consommables, contraint à faire passer rapidement les paysans concernés de l'agriculture vivrière à une agriculture d'échange sans que ces producteurs aient la moindre prise sur le système des prix. Je ne défends pas ici un quelconque passéisme, je ne fais pas la réclame de l'agriculture vivrière. Je dis simplement que l'assolement obligatoire, même assorti de contrats fixant le prix de vente de la production, livre, pieds et poings liés, les agriculteurs aux marchands, en leur enlevant la seule maigre défense qu'ils avaient autrefois : la fuite, le refus de vendre et d'acheter. Là encore la

technique n'est pas innocente, elle ne réalise pas l'intérêt général, mais l'intérêt particulier de certaines catégories sociales. Elle ne renvoie nullement à l'universel : le technicien ouvre la porte au marchand !

Je ne démontrerai pas le mécanisme encore plus clair de la *maximisation de la production des devises à l'hectare*, il serait trop facile aussi de partir en guerre contre l'obligation technique d'utiliser les *engrais* ou les *pesticides* dont les prix d'échange avec la production sont de plus en plus inégaux et qui en définitive n'enrichissent aussi que les marchands.

Je voudrais seulement évoquer les dessous plus cachés qui paradoxalement paraissent des solutions présentables : la *maximisation de l'emploi à l'hectare*. Là, on a l'impression d'être sur une ligne populaire, on a le sentiment d'avoir sacrifié à la morale sociale. Mais à la fin du compte on n'est pas plus universaliste ici qu'ailleurs : les grands propriétaires vont chercher plus loin leur main-d'œuvre au sud de l'Atlas et maintiennent bas leurs salaires faute d'un contrôle sérieux du SMAG ; les petits propriétaires dépassés par le manque de trésorerie pour payer les ouvriers se jettent dans les bras des usuriers, engagent des femmes et des enfants à des salaires de misère ; l'exploitant familial retire ses enfants de l'école. Là encore, le choix techno-économique, qui se voulait rationnel et universel, échoue piteusement.

En fait la pure logique technique, qu'elle soit hydraulique, agronomique ou économique, ne permet au mieux que d'exclure un temps l'homme vivant, et la société réelle, du champ du raisonnement, pour retrouver les délices des parfaites équations. Mais cela revient toujours à n'adopter que le point de vue de la classe dominante, celle qui, en marge du processus concret de la production, vit du prélèvement du surplus de celle-ci (impôts directs, ou non, qui vont alimenter son salaire).

Le point de vue technique pur est toujours le point de vue de la classe dominante. Dès que l'on veut faire rentrer les autres hommes dans le raisonnement, c'est qu'on craint leurs réactions et que l'on accepte partiellement de marchander avec eux pour réserver la meilleure place à la technique au service des prépondérants.

Non seulement la vue technique se révèle particulariste du point de vue de la classe sociale au service de laquelle elle se met, mais elle est souvent particulariste dans le champ même de son étude, puisqu'elle renonce à aller au bout des conséquences de ses choix, on l'a vu pour la trame B, l'assolement, la maximalisation de l'emploi...

Quand il répugne à prendre la responsabilité de son projet, évoquant son apolitisme — « moi ! je ne veux pas le savoir ! ce n'est pas mon job ! il y a des autorités locales pour cela ! » — il devient pur salarié. Le masque tombe, il n'est pas le prêtre de l'universelle technique mais il se range dans un camp, répond à des problèmes partiels, vend sa force de travail comme un autre. Il peut disserter des bavures ou du bricolage, il parle alors du sexe des anges et du paradis perdu — le paradis où il pouvait encore opposer la sainte technique aux ordres de l'employeur.

II. - AU SERVICE DE QUOI ? DE QUI ?

Finalement, on s'en serait douté, la technique n'est ni neutre ni innocente, pas plus que la science. Il n'y a pas d'universel, ni d'intérêt général ! On est toujours d'un côté ou d'un autre - quand on ne le sait pas, quand on ne sent pas de quel côté l'on est, c'est toujours parce que l'on se trouve du côté du beurre.

Le rationnel n'est pas un absolu inscrit dans le ciel, il y a diverses rationalités. Les différents rationnels sont antagonistes, compétitifs, contractuels, ou provisoirement alliés.

Chaque catégorie sociale poursuit ses fins et utilise pour supplanter l'autre, pour résister à l'autre, la technique comme moyen, ou la politique ou la guerre. Il s'agit toujours de savoir qui va dériver à son avantage le profit.

Les bavures et les bricolages ne sont que les expressions que chaque catégorie sociale utilise pour qualifier respectivement les défaites et les victoires des autres, minorisant les unes et méprisant les autres.

Que peut faire le technicien sur ce champ de bataille ? S'il est aliéné par la place qu'on réserve à son esprit (avec l'interdiction de s'en servir jusqu'au bout) il se réduit, on l'a vu, à être un pur salarié des puissances dominantes, à son insu, puisqu'il ne veut pas l'admettre. Capable peut-être de contestation mais celle-ci ne peut être que dérisoire et partielle. On peut lui demander au moins de chercher à y voir clair et de ne pas renoncer à tenir pour relative sa technique.

S'il est convaincu d'être un pur instrument, il lui reste à choisir au service de qui il peut servir. A ce moment-là, la question de la participation de la paysannerie au choix des solutions techniques, prend une toute nouvelle dimension. Il ne s'agit plus de sacrifier à la démagogie ou d'être convaincant dans une assemblée, en faisant mine d'être en dehors du conflit, et en se donnant à croire qu'au fond on fait arriver la pure technique.

Non ! Dès lors le technicien est un serviteur, ce qu'il n'a jamais cessé d'être, mais qu'il a souvent répugnance à admettre.

S'il ne peut choisir d'être qu'au service des puissants, qu'au moins il ne renonce ni à la lucidité, ni à la contestation et ne cache pas les bavures.

S'il a le courage de choisir d'être au service des plus déshérités, il devra faire preuve de beaucoup plus d'imagination et d'efforts et montrer en quoi son bricolage, évitant mieux les bavures, s'approche de ce fait un peu plus de l'universel sans y parvenir pour autant.

Paul PASCON.